

Comité social d'administration spécial Budget :
Menace d'une austérité aggravée !
16 milliards d'économies et une croissance moins dynamique
27 septembre 2023

Monsieur le Ministre,

C'est dans un climat social difficile et dans une période de très grande incertitude pour vos agents que se tient ce premier CSA budget du MASA.

Comme à notre habitude, nous saluons votre présence aujourd'hui. Nous tenons à le souligner ici, nous sommes satisfaits des bilatérales régulières mises en place depuis la prise de vos fonctions comme Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

A la présentation du budget, nous saluons l'effort réalisé. Nous remarquons une augmentation du plafond d'emplois dans chaque BOP ainsi que celui de la masse salariale. Néanmoins pour **FO Agriculture**, le compte n'y est pas !

Au regard de l'évolution des missions et de la gestion des crises, les 180 ETP affichés nous paraissent sous-dimensionnés. De même, l'augmentation de 0,04% de la masse salariale n'est pas de nature à restaurer l'attractivité des emplois de notre ministère. Les mesures catégorielles ne concerneront qu'une petite minorité d'agents et n'offrent aucune perspective d'évolution.

Dans les services, où les réformes continues polluent le quotidien des agents, ils peinent déjà à gérer leur charge de travail. En quoi ce budget pourra-t-il améliorer leurs conditions d'exercices ?

Dans ce cadre que dire de l'attractivité de nos métiers ?

Dans l'Enseignement Agricole, la Loi d'orientation agricole doit donner les moyens de former les jeunes aux métiers de l'agriculture et des territoires mais aussi d'en faire des citoyens.

Cette année encore, les personnels font face à une rentrée particulièrement chaotique. Nos métiers n'attirent plus ! Des apprenants se retrouvent sans enseignants. Des lycées n'ont toujours pas d'équipe de direction au complet. Nous constatons une nette dégradation de nos conditions de travail. De plus en plus de collègues sont découragés, certains envisagent de démissionner.

Car oui, exercer dans l'enseignement, aujourd'hui, c'est accepter un déclassement social. Il est temps de redonner du sens à nos professions. Il faut valoriser la liberté pédagogique. L'école n'est pas un simple service destiné à satisfaire des clients.

Cette crise du recrutement met en lumière l'insuffisance des mesures d'attractivité financière.

FO Agriculture défend une amélioration des salaires et un meilleur déroulement de carrière.

FO Agriculture s'est mobilisée contre le « socle », la prime d'attractivité ne concernant que la première moitié de la carrière.

Quant au « pacte », au lieu de répondre de manière adéquate à la perte de pouvoir d'achat, le gouvernement a opté pour l'introduction de primes « ponctuelles » conditionnées à du travail supplémentaire : les « briques ».

FO Agriculture dénonce la remise en cause des obligations réglementaires de service des enseignants et CPE ainsi qu'un risque d'épuisement voire de burn-out.

Ces dispositions sont de plus discriminatoires pour des collègues, femmes ou hommes, chargés de famille ou proches aidants qui ne pourront pas « travailler plus pour gagner plus ».

Le 3 octobre, nous serons au côté de nos collègues AESH, pour dénoncer leur précarité et revendiquer un vrai statut.

FO Agriculture demande l'augmentation du point d'indice et la révision des grilles indiciaires pour tous.

En conclusion Monsieur le Ministre, dans ce contexte extrêmement contraint, **FO Agriculture** vous appelle solennellement à batailler bec et ongles pour obtenir de la Fonction Publique et du Budget, les meilleures ratios promus/promouvables possible, ainsi que le développement ou le reconduction des plans de requalification légitimes et justifiés pour les personnels de votre ministère.

Monsieur le Ministre, le service Public ne doit pas être considéré comme une dépense mais comme un investissement pour notre société et la population. Les services publics sont une richesse pour toutes et tous.

Je vous remercie.